

Conférence de presse

Présentation de la nouvelle étude « La Suisse numérique. Imaginer l'économie et la société de demain »

Mardi 22 août 2017

Seul l'exposé prononcé fait foi.

Relever les défis du numérique grâce aux valeurs helvétiques

Domaines d'action pour une économie et une société numériques

Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

Au vu des bouleversements en cours, les milieux politiques subissent une pression croissante : impôts sur les caisses automatiques des magasins, blocage des réseaux pour contrer des concurrents étrangers ou interdiction d'envoyer des courriels après 19 heures. Je pourrais aisément prolonger la liste des propositions. Toutes ces idées ont un point commun, elles relèvent de la volonté – souvent compréhensible – de préserver les modèles d'affaires actuels et de faire face aux changements avec des approches réglementaires d'hier. Cela ne peut pas fonctionner, car dans le monde numérique, encore plus qu'ailleurs, les nouvelles réglementations ont toujours un temps de retard par rapport aux évolutions. Elles arrivent trop tard et occasionnent même des effets secondaires indésirables.

Le risque existe de trop nous focaliser sur des problèmes particuliers et de perdre de vue les questions essentielles et les opportunités de la numérisation. C'est pourquoi nous avons choisi une autre approche, en nous intéressant à l'ADN de la Suisse. Je ne pense pas à des atouts classiques comme une fiscalité attrayante, des marchés ouverts ou des infrastructures performantes – mais aux facteurs fondamentaux qui font le succès de la Suisse. Cet ADN a contribué à nous permettre de surmonter des bouleversements par le passé. Et il y en a eu régulièrement. Permettez-moi de rappeler que vers 1890, la Suisse tirait encore un franc sur trois de l'agriculture – alors qu'aujourd'hui ce secteur représente 0,7 % environ de la création de valeur ajoutée brute. Ce changement n'a cependant pas abouti à la pauvreté et à un chômage de masse, car la part des secteurs industriel et des services ont augmenté massivement. Dans les années 1970, la crise du pétrole a attisé la peur d'un chômage de masse persistant, laquelle a donné naissance à l'assurance chômage obligatoire. Malgré les bouleversements technologiques profonds des 40 dernières années, l'emploi demeure à un niveau record.

Il y a de nombreuses raisons de penser que cela peut également être le cas à l'ère numérique. L'ADN de la Suisse y contribue. Notre pays se caractérise depuis longtemps par ...

- son ouverture,
- sa diversité,

- sa forte tradition de responsabilité individuelle,
- conjuguée à un esprit communautaire
- et à la culture du consensus.

Que se passera-t-il si cet ADN entre en conflit avec les bouleversements actuels ? L'étude identifie quatre zones de tension principales qui donneront du fil à retordre à la Suisse :

- la stabilité politique contre le changement rapide,
- le cloisonnement contre l'ouverture,
- l'inclusion contre la disruption, et
- la stabilité des infrastructures contre la flexibilité.

Notre pays poursuivra sur la voie du succès s'il a la capacité d'aborder les questions de fond qui se posent et qui se poseront. Dans cette perspective, nous avons esquissé les principaux domaines d'action :

Clarifier des questions fondamentales

Les incertitudes actuelles aboutissent parfois à des réponses qui touchent la liberté économique sans coordination. Elles ne créent aucune valeur ajoutée durable et induisent des distorsions du marché et du protectionnisme. Il faut éviter de recourir à des approches paternalistes pour tenter de dissiper les craintes liées aux changements technologiques. Mieux vaut au contraire aborder de front les questions fondamentales, plutôt que sauter d'un problème particulier à un autre.

- L'évolution technologique remet en question de nombreuses tâches de l'État. Celui-ci doit se concentrer sur celles qui relèvent de sa souveraineté.
- Les intérêts particuliers et le maintien des structures ne devraient pas être à l'origine d'une décision de légiférer ou non, ni empêcher l'abrogation ou l'adaptation de réglementations. Au lieu de réglementer de nouveaux modèles d'affaires, il serait préférable de déréguler, pour permettre aux prestataires existants de rester compétitifs. L'objectif est de donner des rênes aussi longues que possible à tous, plutôt que des rênes courtes à chacun.
- La Suisse a besoin d'une politique claire en matière de données. Celle-ci ne doit être ni directive ni restrictive, et elle ne doit pas freiner l'innovation. Le libre choix individuel doit être garanti. Dans une économie basée sur les données, celles-ci ont toutes sortes de fonctions et n'ont pas toutes la même importance pour les citoyens. Les uns tiennent à la confidentialité de leurs données médicales – tandis que d'autres n'auraient aucun état d'âme à en faire don à la recherche.

Développer des compétences numériques

Pour les individus, les changements sont particulièrement perceptibles sur le marché du travail. Le fait est que personne ne connaît les caractéristiques des emplois de demain ou les connaissances spécialisées et les compétences qui seront particulièrement demandées. L'enseignement et la formation doivent donc promouvoir avant tout la souplesse, la capacité d'adaptation et l'intérêt pour la nouveauté.

- Pour ce faire, notre système de formation doit rester perméable, proche du marché de l'emploi et s'adapter plus rapidement à de nouvelles réalités. Par exemple, cela a pris trop de temps pour que le plan d'études 21 donne aux cours d'informatique la place qui leur revient en Suisse alémanique. Chaque jeune devrait posséder à la fin de sa scolarité des connaissances de base en programmation et, surtout, en pensée computationnelle.
- De plus en plus d'emplois requièrent impérativement des compétences dans les disciplines MINT. Il est donc nécessaire d'accroître le nombre de diplômés dans ces matières, tant au niveau de l'apprentissage que des hautes écoles.

- Parallèlement, les « soft skills » gagnent toujours plus en importance – comme les compétences personnelles, sociales et techniques ainsi que la créativité et l'esprit critique. Ces compétences doivent être encouragées au même titre que d'autres.
- Une formation continue optimale relève de la responsabilité tant des employeurs que des salariés. La formation « on the job » gagne en importance, car la spécialisation s'accroît et les formations standard n'y préparent que partiellement. Il incombe également aux travailleurs de suivre régulièrement des formations continues pour préserver leur employabilité.

Garantir la pérennité de nos systèmes fiscaux et sociaux

Malgré les bouleversements du passé, la prospérité a bénéficié à toutes les tranches de la population suisse. Outre l'enseignement public, le système fiscal et social joue un rôle dans cet équilibre social – et concrétise l'esprit communautaire. À l'ère numérique, la Suisse a également besoin d'un système social qui fonctionne bien pour soutenir les personnes qui en ont besoin. En plus des cotisations individuelles, les recettes fiscales sont indispensables. Le système doit continuer d'encourager la responsabilité individuelle. De cette manière, les impôts et les contributions d'assurance sociale continueront d'affluer, car la numérisation augmentera la productivité du travail et donc le substrat fiscal.

- Le système fiscal ne doit pas viser à piloter l'évolution technologique. Du point de vue de l'entreprise, les robots ne sont rien d'autre que du capital – et celui-ci est déjà imposé. Dans ces conditions, un impôt sur les robots serait non seulement inutile, mais également dommageable. Il dissuaderait en effet d'investir dans de nouvelles technologies. Si tel était le cas, les entreprises risqueraient de se faire distancer par la concurrence internationale.
- La fiscalité des nouvelles entreprises et des start-up ne doit pas entraver l'innovation en Suisse. Des modèles d'imposition adaptés doivent tenir compte de la situation financière spéciale des jeunes entreprises, notamment en ce qui concerne leur financement.
- Le partenariat éprouvé entre les employeurs et les salariés ou entre les mandants et les mandataires conservera son importance à l'avenir et doit donc être préservé. Il convient cependant d'adapter le système social pour inclure de nouvelles formes de travail.

Développer un écosystème et des réseaux

Les produits et services s'individualisent et se personnalisent mais ils intègrent également davantage d'éléments provenant de différentes branches. D'où l'importance croissante d'une coopération entre les grandes entreprises, les PME, les start-up et think tank, les hautes écoles et jusqu'aux ONG. Pour cela, il faut des réseaux qui, formant un « écosystème », innovent dans plusieurs domaines.

- Il est particulièrement important de mettre en réseau l'économie et la recherche, tout en veillant à préserver les libertés de la recherche fondamentale. Il est tout aussi décisif que de nouvelles connaissances trouvent une application concrète. Par conséquent, il faut davantage encourager les coopérations à long terme dans le cadre de partenariats public-privé (PPP).
- Le rôle des écoles polytechniques fédérales (EPF) et l'orientation technique tant des universités que des hautes écoles spécialisées doivent être renforcés dans le domaine de la recherche. Il faut les inciter à consacrer davantage de ressources aux domaines qui contribuent au virage numérique.

Développer les infrastructures de base

La transformation numérique de l'économie et de la société requiert des infrastructures d'information et de communication sûres, performantes et disponibles à l'échelle nationale. Avec l'expansion des réseaux et la numérisation des applications, le volume des données augmente de manière exponentielle. Cela nécessite aussi un développement régulier des débits Internet dans tout le pays.

- Un contexte de marché et un cadre réglementaire libéral en sont les meilleurs garants.
- Sans oublier que, dans le contexte d'une économie et d'une société numériques, la sécurité de l'approvisionnement électrique revêt une importance croissante.

Comme cette évolution n'en est qu'à ses débuts, certaines interrogations n'ont pas encore de réponses concrètes. À mon avis, c'est la manière dont nous abordons la numérisation qui est décisive. La Suisse ne doit pas chercher à imiter la Silicon Valley. Le mieux serait de s'appuyer sur notre ADN, fait d'ouverture, de responsabilité individuelle, d'esprit communautaire, de diversité et de culture du consensus. Si nous parvenons à aborder sur cette base les défis de la numérisation avec une attitude positive et beaucoup d'assurance, je suis convaincu que la Suisse figurera parmi les gagnants de la numérisation.